



Energies fossiles, climat et capitalisme

Par [Daniel Tanuro](#)

Thème: [Environnement](#)

Mondialisation.ca, 24 avril 2007

24 avril 2007

Le tabac étant cause de cancer, que dirait-on d'un médecin qui, découvrant une tumeur au poumon chez un patient, lui prescrirait la cigarette ? On dirait que c'est un charlatan, ou un assassin. On ne soigne pas le mal par le mal, mais en s'attaquant au mal.

La même logique s'applique à la lutte pour le climat. Le changement climatique « est un échec sans précédent du marché », selon le « rapport Stern » (1). Croire qu'un phénomène dû au marché pourrait être combattu par l'extension du marché est absurde. C'est pourtant ce que propose Stern. La Commission Européenne et tous les gouvernements lui emboîtent le pas : plus de marché, plus de croissance, plus de mondialisation,... Or, il faut aller dans le sens opposé : moins de marché, plus de public ; moins de concurrence, plus de collaboration ; moins de « liberté d'entreprendre », plus de planification ; moins de mondialisation économique, plus de localisation. Une politique pour les besoins n'a pas besoin de produire toujours plus.

« L'échec le plus grand et le plus large du marché »

Pourquoi l'économie de marché est-elle responsable du réchauffement ? Stern ne répond pas à cette question. Il en serait bien incapable, car la réponse réside dans les fondements même du capitalisme, et pas dans l'une ou l'autre imperfection mineure.

L'économie de marché est d'abord responsable du réchauffement parce qu'elle est basée sur la concurrence et l'accumulation. Les décisions de production ne sont pas prises en fonction de l'utilité et de l'écologie, mais en fonction des profits. Des choses inutiles ou nuisibles sont réalisées dans le seul but de satisfaire l'avidité des actionnaires. Des campagnes publicitaires coûteuses servent à écouler les marchandises. La concurrence aveugle pousse à la surproduction, une partie va au rebut. Des objets sont conçus pour s'user rapidement, ou consommer trop d'énergie. On fabrique dans les pays pauvres, puis on transporte dans les pays « riches »,... Bref : le gaspillage des ressources est inhérent à l'économie de marché. Il est ancré dans la force irrésistible qui pousse chaque propriétaire de capitaux à remplacer des travailleurs par des machines, afin de toucher une « rente technologique », et par la tendance du système à compenser la baisse tendancielle du taux de profit – qui résulte de la multiplication des machines – non seulement par une exploitation du travail, mais aussi par la (sur)production de masse, la conquête de nouveaux marchés, l'invention de nouveaux besoins.

Mais ce n'est pas tout. La cause la plus importante du réchauffement est la combustion des combustibles fossiles (charbon, pétrole, gaz naturel). Or, l'usage de ces combustibles fossiles est lui-même le résultat de la logique du profit. On sait depuis 1839 que la lumière naturelle génère de l'électricité en rencontrant certains matériaux (« effet photovoltaïque

»). Si la recherche scientifique avait été orientée prioritairement vers l'exploitation de l'énergie solaire, l'atmosphère aujourd'hui ne serait pas saturée en carbone et le monde serait probablement plus pacifique et moins inégalitaire. Or, pourquoi cette orientation n'a-t-elle pas été prise ? Parce que le système énergétique capitaliste était déjà en place, basé sur la propriété privée des ressources et sur la centralisation extrême de la production énergétique. Dans ce système, l'effet photovoltaïque faisait tache. En effet, personne ne peut être propriétaire du rayonnement solaire, qui est un flux illimité et diffus, tandis qu'on peut être propriétaire des stocks limités de charbon, de pétrole, de gaz... et accumuler, en plus du profit, des rentes très importantes.

La rente au cœur du système énergétique capitaliste

Le pétrole, le charbon, le gaz et le bois ont en commun d'être pour ainsi dire de l'énergie solaire accumulée, stockable et transportable. Dès le XIV^e siècle en Europe, la bourgeoisie naissante et les nobles se sont appropriés les forêts, qui étaient auparavant des biens communs. Dès lors, le bois est devenu une marchandise et le contrôle des ressources énergétiques est devenu un enjeu décisif de la domination de classe. Si on considère la chose à la fois d'un point de vue énergétique et d'un point de vue social, on peut dire que le monopole de la propriété du sol a permis à la classe des propriétaires fonciers de vendre sous forme de bois de l'énergie solaire - gratuite - en touchant non seulement le profit moyen, mais aussi une rente foncière (surprofit).

Cette tendance n'a fait que se renforcer avec l'apparition de la bourgeoisie industrielle, qui a remplacé « l'énergie solaire bois » par « l'énergie solaire fossile » (charbon d'abord, pétrole et gaz ensuite). Un bref regard en arrière sur l'histoire des technologies énergétiques suffit en effet pour constater que la centralisation du capital, le monopole des ressources et la centralisation du pouvoir ont accompagné le passage du bois au charbon, puis du charbon aux centrales électriques thermiques, puis des centrales thermiques aux centrales nucléaires. Avec à la clé, chaque fois, le maintien de la précieuse rente énergétique.

Prenons le cas du pétrole. La vente des produits pétroliers raffinés rapporte environ 2000 milliards d'Euros par an. Les coûts représentent à peine 500 milliards. Le profit et la rente pétrolière - 1500 milliards/an à l'échelle mondiale ! - sont empochés par quelques multinationales et (sauf au Venezuela) par les super-privilegiés au pouvoir dans les pays producteurs (2). Le pétrole, c'est leur poule aux œufs d'or. Ils veulent qu'elle ponde le plus longtemps possible. Cette volonté est partagée par les secteurs annexes : automobile, fabrication navale, aéronautique, pétrochimie... Inutile de préciser que ces milieux ont une puissance et une influence politique formidables. Voilà pourquoi on n'a pas écouté les scientifiques qui mettent en garde depuis plus de trente ans contre le danger du réchauffement. Voilà pourquoi la part des renouvelables dans les budgets de recherche & développement énergétique des pays membres de l'Agence Internationale de l'Energie (AIE) a diminué depuis le premier choc pétrolier (7,7% de 1986 à 2002, contre 8,4% de 1974 à 1986 !). Voilà pourquoi la fission nucléaire - et pas les renouvelables - s'est taillée la part du lion de ces budgets (47,3%), suivie par les technologies de conversion des énergies fossiles (3). Pourquoi ? Pour sauver les profits, la rente, le pouvoir politique et le contrôle social découlant de la centralisation énergétique. Chercher la réponse ailleurs, c'est vraiment chercher midi à quatorze heures.

Non seulement le marché est responsable du gâchis climatique, mais en plus il fait tout pour retarder les mesures à prendre. Quand elles sont prises, il tente de les atténuer. Ou de les

déformer à tel point qu'elles méritent à peine d'être qualifiées de « premier pas dans la bonne direction ». Voyez le Protocole de Kyoto : il est tellement truffé de « mécanismes flexibles » qu'il réduira au mieux les émissions globales des pays industrialisés de 1,7% en 2012 (4). Or, elles doivent diminuer de 70% environ d'ici 2050... à l'échelle mondiale !

L'alternative est anticapitaliste et solaire

Réduire les émissions de 70% d'ici 2050 à l'échelle mondiale ! Est-ce possible dans des délais aussi brefs ? Oui ! C'est difficile, mais le climat peut encore être sauvé pour l'essentiel. Le rayonnement reçu du Soleil représente 8000 fois la consommation mondiale d'énergie. Les technologies actuelles permettraient d'en utiliser un millième : huit fois les besoins actuels de l'Humanité. La recherche scientifique augmentera ce potentiel dans les années qui viennent (si on lui donne les moyens). Il faut certes faire des économies, supprimer les gaspillages – cela concerne aussi chacun de nous, nos habitudes, etc. Mais nous ne sommes pas condamnés à choisir entre le climat et le bien-être, ou entre le climat et le développement des pays du Sud, ou entre le climat et des masses de déchets radioactifs qui resteront dangereux pendant des dizaines de milliers d'années ! Un plan mondial démocratiquement élaboré en fonction des besoins nous permettrait de faire face au danger. Il y a une alternative, anticapitaliste et... solaire.

En fin de compte, le capitalisme devra bien faire quelque chose pour stabiliser la situation, sortir de la logique des « petits pas » de Kyoto. Le moment de cette décision approche à grands pas, d'où le battage médiatique actuel. Mais le marché « sauvera » le climat à sa façon, comme il l'a détraqué : sur le dos des travailleurs et des peuples dominés. En fonction du profit, pas en fonction des besoins. Cela se fera en deux temps. D'abord, le système attendra le plus longtemps possible, afin que le « sauvetage » du climat devienne une activité rentable, que le marché des technologies propres (et du nucléaire) soit bien juteux (tant pis pour celles et ceux qui subissent déjà le changement climatique mais ne représentent pas un marché solvable.) Puis, quand le sauvetage de ce qui restera de notre climat deviendra rentable pour les actionnaires, il nous le fera payer par la fiscalité et le démantèlement de la protection sociale (tant pis pour celles et ceux qui n'ont pas les moyens.)

Le rapport Stern est très clair à cet égard. Sauver le climat au maximum du possible signifie tout faire pour que la hausse de température reste au-dessous de 2°C par rapport à 1780. Concrètement, cela implique que les émissions passent par un pic dans les dix ans puis diminuent de 5% par an. Stern estime le coût de ce scénario à 1200 milliards de dollars par an... et trouve que c'est trop cher. Il plaide donc pour une autre solution : pic d'émission dans les 20 ans, puis diminution de 1 à 3% par an. Cela donne plus de 50% de chance de dépasser 2°C de hausse de la température... mais coûtera trois fois moins cher. Voilà la politique capitaliste de « sauvetage » du climat ! D'ici 2080, 200 millions de gens devraient fuir la montée des océans et le réchauffement ajouterait trois milliards d'hommes, de femmes et d'enfants à la liste de ceux qui souffrent déjà de pénurie d'eau. Il suffirait de 1200 milliards par an pour éviter ces catastrophes... mais le capitalisme trouve que c'est trop cher ! Pour rappel : outre la rente pétrolière chiffrée plus haut, les budgets militaires engloutissent annuellement 1037 milliards de dollars (5).

Au fil de sa course aux profits et aux surprofits, le capitalisme a développé un système énergétique basé sur les énergies fossiles et sur l'exploitation du travail humain. Par sa faute, nous sommes aujourd'hui dans un véritable cul-de-sac énergétique et environnemental, au niveau planétaire. Pour en sortir sans bain de sang social ni désastre

écologique, il n'y a qu'un moyen : rompre avec la logique du marché, (re)faire de l'énergie un bien commun, tourner le dos aux technologies d'apprenti sorcier qui, à l'instar de l'atome, répondent aux besoins de l'accumulation capitaliste, pas aux besoins des habitants de cette planète. Ce message doit et peut être entendu dans les mobilisations unitaires pour le climat. A la gauche de l'y propager !

Notes

(1) Rapport rédigé par sir Nicholas Stern à la demande du gouvernement britannique, octobre 2006.

(2) Jean-Marie Chevalier, « Les grandes batailles de l'énergie », Gallimard 2004.

(3) AIE 2004.

(4) Agence Européenne de l'Environnement, rapport N°8/2005, p.9.

(5) Chiffre 2004 du SIPRI, Stockholm

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Daniel Tanuro](#), Mondialisation.ca, 2007

Articles Par : [Daniel Tanuro](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca